« Des loups déguisés en agneaux » ? L'accueil des prêtres constitutionnels émigrés dans l'État pontifical (1792-1799)

Paul Chopelin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1626>

DOI : 10.4000/ahrf.1626

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2005

Pagination : 85-109

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Paul Chopelin, « « Des loups déguisés en agneaux » ? L'accueil des prêtres constitutionnels émigrés dans l'État pontifical (1792-1799) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 341 | juillet-septembre 2005, mis en ligne le 15 septembre 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1626> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1626>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

« Des loups déguisés en agneaux » ? L'accueil des prêtres constitutionnels émigrés dans l'État pontifical (1792-1799)

Paul Chopelin

- 1 L'émigration ecclésiastique est habituellement associée au seul clergé réfractaire, qui constitue effectivement la plus grande partie des prêtres français réfugiés à l'étranger pendant la Révolution. Ce phénomène, amorcé dès 1790 par quelques particuliers, s'est largement intensifié après le décret du 26 août 1792 frappant de déportation tous les prêtres réfractaires au serment de liberté-égalité, décret renforcé par ceux du 13 mars et du 23 avril 1793. Pourtant, sans être concernés initialement par ces décrets, quelques prêtres constitutionnels ont été contraints de quitter le sol français à partir de 1793 et de trouver refuge à l'étranger, soit pour des motifs personnels, soit pour des motifs politiques. Les conditions de leur accueil et de leur intégration au reste du clergé exilé échappent généralement aux études sur l'émigration ecclésiastique pendant la Révolution, en raison de leur petit nombre, mais surtout faute d'informations précises les concernant.
- 2 Le cas de l'État pontifical est particulièrement favorable à une telle étude, car l'historien dispose d'une source de choix dans la volumineuse correspondance du clergé français émigré et des évêques chargés de les accueillir avec la Secrétairerie d'État entre 1791 et 1803, conservée dans le fonds *Emigrati* de l'*Archivio Segreto Vaticano*. Ces centaines de lettres, qui constituent la base de la thèse de René Picheloup ¹, fournissent de précieux renseignements sur les conditions d'accueil et la vie quotidienne des émigrés français dans l'État pontifical. Ces missives nous ont permis de retrouver la trace de quelques prêtres assermentés venus se mêler à la masse des réfractaires et qui, sans cela, seraient certainement passés inaperçus. La hantise d'une infiltration révolutionnaire conduit les autorités romaines à redoubler de vigilance à l'égard de ces prêtres au passé douteux et de recueillir tous les renseignements

disponibles. Mis à part quelques cas isolés, les informations concernant ces « repentis » émanent de leurs compatriotes réfractaires ou des autorités diocésaines. La suspicion qui pèse d'emblée sur ces ecclésiastiques tombés dans l'erreur, ainsi que les mesures prises à leur égard, sont révélatrices de la perception romaine de la Constitution civile du clergé et de l'évolution de l'attitude du Saint-Siège face à la Révolution.

I - Un accueil sous conditions¹) Les motifs de l'émigration

- 3 Le clergé constitutionnel est entendu ici comme l'ensemble des prêtres ayant publiquement adopté la Constitution civile du clergé en prêtant le serment prévu par le décret du 27 novembre 1790 et le serment dit de « liberté-égalité » exigé de tous les ecclésiastiques par le décret du 14 août 1792. Ce sont donc des prêtres soumis aux lois et au gouvernement, non destinés *a priori* à grossir les rangs du clergé émigré.
- 4 Dès la fin de l'année 1792, certains prêtres constitutionnels se sont pourtant trouvés dans le cas de remettre en cause cette soumission aux lois. Le clergé assermenté est alors confronté à une radicalisation de la politique religieuse de la Convention, progressivement en porte-à-faux avec l'Église catholique. Ainsi, le décret du 19 juillet 1793 interdit aux évêques constitutionnels de s'opposer au mariage d'un prêtre sous peine de déportation. Si certains se soumettent sans difficultés à l'évolution de la législation et, dans quelques cas, vont jusqu'à l'abdication, d'autres prêtres constitutionnels décident de rester fermes sur les principes du catholicisme ; attitude qui les conduit souvent en prison et, quelquefois, à la guillotine. Quelques-uns, peu soucieux de rester soumis à un gouvernement auquel ils n'accordent finalement aucune légitimité, décident alors de quitter la France et de partir en exil, en désavouant leur engagement révolutionnaire. Cet exil a aussi été parfois motivé par la désorganisation totale de l'Église constitutionnelle au cours de l'année 1793. Livrés à eux-mêmes, rejetés par les réfractaires et les patriotes, menacés de mort à l'occasion, certains prêtres assermentés ont pu alors choisir la voie de l'émigration pour échapper à leurs détracteurs. Les sollicitations du clergé insermenté deviennent alors plus pressantes pour ramener les « brebis égarées ». En 1794, par exemple, les abbés Michel et Marduel, deux prêtres réfractaires français réfugiés en Suisse, démarchent depuis leur refuge des prêtres constitutionnels de leur connaissance pour obtenir leur ralliement. Six prêtres répondent à leur appel, dont certains décident de les rejoindre en Suisse ².
- 5 Quant aux prêtres constitutionnels désireux de concilier leur fidélité tant au gouvernement qu'à la discipline catholique, ils n'imaginent pas de quitter la France malgré la Terreur : leurs convictions leur interdisent de penser à l'exil. Rares sont ceux qui, à l'instar de Grégoire, bravent publiquement les autorités. La plupart préfèrent se retirer dans un exil « intérieur », à Paris ou en province, dans l'attente d'un éventuel apaisement. Certains n'hésitent pourtant pas à s'engager politiquement contre la Convention montagnarde dans le cadre du mouvement fédéraliste ³. La répression qui s'abat sur les villes révoltées touche ainsi de nombreux prêtres constitutionnels. À Lyon, l'évêque Adrien Lamourette est capturé et exécuté à Paris, tandis que plusieurs de ses prêtres sont fusillés pour avoir participé activement à la rébellion. Dans le Midi, de nombreux prêtres assermentés subissent le même sort, comme à Toulon où constitutionnels et réfractaires sont fusillés indistinctement en décembre 1793, bien que la plupart, pour éviter l'exécution, préfèrent s'exiler, même temporairement. Les côtes espagnoles et italiennes constituent l'abri le plus proche, notamment depuis Toulon, et plusieurs prêtres assermentés sont ainsi contraints de trouver refuge dans l'État pontifical. Si ce phénomène semble avoir été marginal au sein du mouvement de

l'émigration, il est difficile d'estimer - même approximativement - le nombre d'anciens jureurs réfugiés dans l'État pontifical, car le Saint-Siège n'a cherché ni à systématiser ni à centraliser les informations les concernant. En revanche, des instructions très précises permettent de connaître les modalités d'accueil de ces ecclésiastiques malvenus.

2) La réglementation romaine concernant l'accueil du clergé constitutionnel

- 6 Dès le 23 décembre 1792, Mgr Gioannetti, archevêque de Bologne, écrit à Mgr Caleppi ⁴, chargé par Pie VI d'organiser l'accueil du clergé français émigré, pour l'informer de l'arrivée de prêtres constitutionnels dans l'État pontifical :

« Je divise ces prêtres en deux catégories : ceux qui sont sortis de France avant de prêter le serment de liberté-égalité et ceux qui sont sortis après. Des premiers, il n'y a rien à craindre. Ils n'ont pas commis de délit et leur exil en Savoie, en Suisse ou au Piémont est plutôt pour eux un titre pour obtenir asile dans l'État pontifical. Les seconds sont plus suspects. Il y en a qui ont prêté le serment civique. » ⁵

- 7 Il s'avère alors nécessaire d'établir une procédure d'accueil particulière pour ces prêtres. Pour la mettre en œuvre, il faut savoir à qui on a affaire afin de mesurer l'étendue de la « faute » et d'adapter la pénitence en conséquence. En août 1794, la Sacrée pénitencerie propose à Caleppi une typologie des prêtres constitutionnels selon la gravité de leurs fautes, en distinguant deux groupes principaux :

« Les prêtres qui ont prévarié dans la Révolution française se divisent en deux classes. La première contient les simples jureurs, c'est-à-dire ceux qui n'ont fait autre chose que le serment de la Constitution civile du clergé sans nulle autre espèce de circonstance ou de démarche. La seconde contient les intrus et les schismatiques, c'est-à-dire ceux qui, outre le serment ci-dessus, ont accepté des cures ou autres places ecclésiastiques de la main de la puissance civile, qui ont reconnu l'évêque intrus par quelque démarche que ce soit appartenante à son ministère, qui ont communiqué in divinis avec d'autres schismatiques, qui ont adhéré au schisme par quelque acte extérieur que ce soit. » ⁶

- 8 Tous doivent rétracter leur serment. La procédure était indispensable pour être autorisé à se rendre dans l'État pontifical, qui ne pouvait accueillir des personnes en contravention avec les règles de l'Église. Les prêtres assermentés devaient ainsi obtenir l'absolution de la suspense *ad divinis* qui leur avait été imposée par le bref *Caritas* du 13 avril 1791. Les autorités romaines étaient très strictes sur ce point et entendaient donner la plus grande publicité à ces actes de rétractation :

« S'il se trouve parmi les ecclésiastiques français émigrés, séculiers ou réguliers quelqu'un qui aurait eu la fatale disgrâce de prêter le serment civique, ceux-ci, pour être absous des censures et dispensés de l'irrégularité, devront se présenter à l'évêque ou au vicaire général du diocèse où ils se trouvent. Après avoir exprimé leurs regrets, ils en fourniront la preuve par une rétractation formelle, écrite en trois exemplaires, dont l'un sera laissé à la Chancellerie, un autre envoyé à la municipalité du lieu où ils ont donné le scandale de leur serment et un troisième au département ou au district. » ⁷

- 9 La Sacrée pénitencerie est autorisée à délivrer des brefs d'absolution aux simples jureurs qui sont dans l'impossibilité de communiquer avec leur évêque ou leurs vicaires généraux légitimes, réfugiés dans un autre pays. Les « intrus », qui ont exercé des fonctions curiales et participé activement au schisme, doivent s'adresser, quant à eux, à la Congrégation des cardinaux érigée pour les affaires ecclésiastiques de France, qui jugera de la sincérité de leur repentir et les renverra ensuite devant l'ordinaire ou, en cas de communication difficile, les absoudra directement. Parfois, la Congrégation délègue ses pouvoirs à des évêques, comme celui d'Aoste, proche de la frontière

française et confronté directement à un afflux d'anciens jureurs à la fin de l'année 1793⁸. Après avoir obtenu leur absolution, les constitutionnels repentis étaient autorisés à demander un passeport pour l'État pontifical. De telles mesures étaient rendues obligatoires par la pénurie de structures d'accueil pour les émigrés, surtout après l'important flot de la fin de l'année 1792, qui obligea le cardinal Caleppi à apporter des restrictions sévères à l'obtention des passeports.

3) Les modalités de la rétractation

- 10 Malgré cette réglementation très précise, se posaient pour Rome de nombreux problèmes concrets, principalement celui de la sincérité du repentir de ces anciens constitutionnels. L'affaire des constitutionnels de Porto-Ferraio, que nous développons plus bas, est en cela exemplaire. Dans le doute, la plupart des rétractations finissent par être acceptées, malgré les protestations de certains réfractaires accusant les anciens jureurs de duplicité. Ces derniers resteront néanmoins sous surveillance et le moindre écart de conduite sera sanctionné. L'envoi d'un exemplaire de la rétractation aux administrations locales en France devait d'ailleurs être un gage de sa sincérité. Mais cette pratique fut finalement peu appliquée, car certains prêtres craignaient des représailles contre leur famille ou leur entourage et beaucoup d'évêques les dispensèrent d'une telle démarche⁹. En 1793, le cardinal Zelada précisait que les rétractations de serments prêtés avec des restrictions ne devaient pas être envoyées en France¹⁰.
- 11 Reste à savoir comment ces rétractations ont pu être exigées systématiquement, le Saint-Siège ne disposant d'aucune liste du clergé constitutionnel. Toute l'information repose sur le clergé réfractaire émigré qui a pu connaître l'attitude de tel ou tel prêtre face au serment. Le candidat à l'entrée dans l'État pontifical doit être recommandé par un évêque ou un vicaire général de son diocèse d'origine, qui atteste de sa fidélité ou non. Là encore, des erreurs ou des arrangements sont possibles, comme on le voit à propos d'autres cas. Ainsi, en décembre 1794, l'évêque de Gap, Mgr de La Broue de Vareilles, sollicite-t-il Mgr Caleppi pour obtenir des secours en faveur d'une Comtadine, la comtesse Valissac, présentée comme un modèle de vertu et de fidélité au pape lors de la Révolution d'Avignon. Caleppi lui répond qu'il sait de source sûre que la comtesse Valissac avait au contraire soutenu les ennemis de l'Église et qu'il ne peut dans ce cas lui permettre d'entrer dans l'État pontifical, encore moins lui accorder des secours¹¹. Dans un contexte de troubles et à une époque, entre 1793 et 1795, où les réseaux de correspondance entre le clergé émigré et le clergé réfractaire de l'intérieur sont en voie de constitution, il est difficile de savoir qui a fait quoi ou d'obtenir un certificat de rétractation en règle. Au début de l'année 1795, l'abbé Michel, résidant à Pérouse, souhaite faire venir auprès de lui son cousin, l'abbé Rioussel, un jureur repent. Ce dernier, réfugié à Zurich, doit obtenir un passeport pour entrer dans l'État pontifical et produire une rétractation visée par les vicaires généraux d'Arles, son diocèse d'origine. Or, il est impossible de correspondre avec eux, les communications étant coupées avec ce diocèse. L'abbé Michel se porte donc garant de son cousin et produit le témoignage de moralité de son ami Des Porcelets, chanoine d'Arles et vicaire général de Toulon, tout en demandant qu'à l'avenir tous les constitutionnels réfugiés en Suisse puissent se rétracter valablement devant les évêques émigrés à Fribourg et à Constance, avec lesquels il est plus facile de correspondre¹².
- 12 Les traces de rétractations conservées dans le fonds *Emigrati* des Archives vaticanes sont peu nombreuses¹³. Est-ce à dire que peu d'anciens constitutionnels ont été ou se

sont déclarés comme tels ? Il est difficile de l'affirmer, les originaux de ces rétractations ayant été soit envoyés aux vicaires généraux des diocèses concernés, soit conservés dans les archives de la Sacrée pénitencerie, actuellement inaccessibles. Des destructions ont pu également être opérées. Ce fut le cas lors de l'entrée des troupes françaises à Rome en 1798 ; ces rétractations auraient pu constituer des documents compromettants par la suite. Dans certains cas, de simples rétractations orales, mais publiques, ont été exigées des anciens jureurs. Le vicaire capitulaire de Cesena écrit à Mgr Caleppi pour l'informer qu'il a accueilli trois ex-constitutionnels : il les a privés de dire la messe pendant quinze jours avant de leur faire lire publiquement une rétractation qui ne sera pas envoyée aux autorités françaises, « afin d'éviter des ennuis à leur famille ». Au cours du mois de mars 1793, six prêtres constitutionnels passent devant lui et lisent une rétractation de leur serment en onze points ¹⁴.

II - Les agents de la Révolution : images et réalités¹) La menace janséniste, du complot à l'infiltration

- 13 Dès leur arrivée dans l'État pontifical, les anciens constitutionnels sont considérés avec la plus grande méfiance. En octobre 1792, l'évêque de Gubbio écrit au cardinal Mattei, archevêque de Ferrare, pour lui faire part de ses craintes quant à l'infiltration, au sein du clergé émigré, « d'imposteurs et de vrais jacobins desquels on peut craindre la destruction totale des mœurs et de la foi » ¹⁵. Lorsque de nombreux prêtres français expulsés du royaume de Piémont-Sardaigne à partir de mai 1794 frappent à la porte de l'État pontifical, Mgr Caleppi charge le nonce de Turin de dresser une liste exhaustive des candidats et lui recommande particulièrement de préciser dans un *advertatur* les qualités doctrinales et morales de chacun ¹⁶. Derrière cette recommandation, se dresse la hantise de l'« hérésie » du siècle : le jansénisme.
- 14 Comme l'a bien démontré Gérard Pelletier, la Curie romaine perçoit alors la Constitution civile du clergé comme le fruit d'un complot janséniste destiné à renverser l'Église catholique, jetant le doute et la réprobation sur l'ensemble des tentatives de réforme ecclésiale précédentes, du joséphisme autrichien au synode de Pistoia. Une telle vision du monde a rendu inévitable le raidissement du Saint-Siège face à la Révolution ¹⁷. Cette grille de lecture conspirationniste conduit les autorités romaines à percevoir les anciens jureurs comme autant de jansénistes potentiels susceptibles d'infecter les États du pape. Plusieurs pamphlétaires religieux répandent ce thème, comme Francesco Gusta (1744-1816) ou l'ancien jésuite Alfonso Muzzarelli (1749-1813) qui publie en 1792 *Delle cause de' mali presenti e del timore de' mali futuri e suoi rimedi* [Des causes des maux actuels et de la crainte des maux futurs, avec leurs remèdes]. Dans cet ouvrage, il dénonce les « loups déguisés en agneaux » qui subvertissent l'Église catholique ¹⁸. La duplicité et l'esprit de dissimulation des jansénistes deviennent proverbiaux, avec l'expression « menteur comme un janséniste » ¹⁹.
- 15 Cette phobie conduit à redoubler de méfiance envers les ex-jureurs, tous considérés comme des jansénistes. Pour l'évêque d'Ascoli, les anciens constitutionnels qui pourraient venir se réfugier dans son diocèse représentent « un danger spirituel [...] à cause des maximes d'irrégion et d'indépendance » qu'ils pourraient professer ²⁰. L'évêque de Fabriano craint de son côté que, « parmi tant de bons prêtres, ne se glissent quelques-uns qui répandent des maximes pernicieuses, alors que Fabriano est une ville aimant la nouveauté, propice à l'insurrection et qui pourrait se soulever facilement si ceux-ci faisaient des émules » ²¹. De semblables réflexions apparaissent chez l'évêque de Rieti, qui craint un soulèvement des « rustres » des villes et de la campagne, aisément

manipulables selon lui ²². Par précaution, Mgr Caleppi demande à tous les prêtres français entrant dans l'État pontifical de jurer et signer le Formulaire d'Alexandre VII, « suivant la louable tradition qu'il a faite introduire et pratiquer jusqu'à ce jour dans bien des diocèses de France » ²³. Respectant à la lettre les instructions romaines, l'évêque de Rieti, Saverio Marini, soucieux de la « saine doctrine » de ses hôtes, demande à tous les prêtres français de faire une profession de foi publique dans la chapelle épiscopale, de prêter un serment de fidélité au pape, puis de signer le Formulaire d'Alexandre VII, car, selon lui, « tout le mal de la France est une conséquence de la doctrine de Jansénius » ²⁴.

2) Des « néo-réfractaires » sous surveillance

- 16 La défiance avec laquelle sont accueillis les constitutionnels repentis amène les autorités à les considérer comme des émigrés de « second rang », qui passeront après les autres dans la distribution des places et des secours. Mgr Caleppi affirme clairement ce principe en décembre 1794 :

« L'intention du Saint Père, conforme aux règles de la charité bien ordonnée, est qu'on préfère dans la distribution de ses bienfaits ceux qui se sont montrés constamment fidèles aux bons principes. » ²⁵

- 17 Cette méfiance est aussi partagée par certains prêtres français, qui ne veulent surtout pas être confondus avec leurs confrères « tombés dans le schisme » et se montrent ainsi très intransigeants vis-à-vis d'eux ²⁶. En décembre 1792, l'abbé d'Hesmivy d'Auribeau, vicaire général de Digne ²⁷, avait envoyé un mémoire à Caleppi contenant des recommandations afin de mieux répartir les prêtres émigrés dans l'État pontifical, selon leurs mérites. Il lui conseille notamment de tenir un cahier dans lequel il ferait écrire à tous les prêtres français leurs qualités et l'historique de leur attitude au cours de la Révolution. Il se propose ensuite de collecter ces informations et d'en vérifier l'exactitude auprès des évêques et des vicaires généraux des diocèses d'origine, afin de démasquer d'éventuels constitutionnels déguisés en réfractaires :

« Il est de l'intérêt de tous les bons prêtres que les mauvais, ou du moins les suspects, soient connus et on ne sauroit trop redoubler de vigilance et de précautions dans ces momens de crises [...]. C'est une manière aisée de faire tomber dans le piège tous les faux-frères. »

- 18 Pour justifier cette entreprise, D'Hesmivy d'Auribeau précise qu'il a déjà rencontré dans l'État pontifical certains prêtres qui défendent toujours la licéité du serment. Il propose de les encadrer par des prêtres sûrs, chargés éventuellement de dénoncer les plus récalcitrants :

« C'est à nous à servir de sentinelles pour avertir nos chefs au moindre propos incendiaire [...]. Rien de plus odieux sans doute et de moins digne de l'honnête homme que le rôle de délateur, mais quand il s'agit des grands intérêts de la Religion en péril, la délation prudente est de précepte. Je déférerois à mes supérieurs un prêtre suspect et je croirois pécher grièvement contre la Sainte Église si je manquois d'avertir ceux qui partagent la tendre sollicitude du Souverain pontife. » ²⁸

- 19 De même, l'abbé Delanef, prêtre du diocèse de Clermont, réfugié à Ascoli, assure le cardinal de Zelada que s'il avait connaissance « qu'il ne se déguisât parmi nous quelqu'un de ces monstres infernaux », il serait le premier à le dénoncer. Selon lui, la délation est nécessaire pour le soutien de la religion, pour la reconnaissance qu'il doit au Saint Père et pour éviter qu'une brebis galeuse ne déconsidère l'ensemble du troupeau ²⁹.

- 20 Très souvent, le courrier des prêtres français, surtout des anciens jureurs, est surveillé. Dès décembre 1792, l'évêque de Fabriano recommandait à Mgr Caleppi de contrôler la correspondance de tous les ecclésiastiques émigrés, « pour éviter toute mauvaise influence ou tentative de quelque traditeur qui pourrait se mélanger à tous ces dignes confesseurs de notre sainte Religion ». Tous les maîtres de poste seraient tenus de remettre la correspondance active et passive des émigrés entre les mains de l'ordinaire, pour que celui-ci puisse détecter puis éliminer « le rameau douteux »³⁰. Mgr Caleppi n'émet aucun règlement à ce sujet, mais il appuie les évêques qui entreprennent d'exercer une telle surveillance, en leur laissant toute latitude. René Picheloup cite le cas d'Alexandre Burle, ancien jureur, dénoncé en mai 1794 à l'évêque de Pesaro par deux prêtres français³¹. Le suspect est immédiatement placé sous surveillance. Caleppi, informé par l'évêque, ordonne d'ouvrir sa correspondance et une enquête est diligentée par un vicaire capitulaire de Pesaro qui finit par conclure à l'innocence du suspect, juste un peu trop libertin aux yeux de ses confrères. La surveillance du courrier devient néanmoins rapidement de règle sur le territoire de l'État pontifical dès qu'un prêtre français est soupçonné de déviations intellectuelles. En 1793, l'évêque de Camerino suspecte-t-il plusieurs ecclésiastiques français d'hétérodoxie qu'aussitôt Mgr Caleppi lui conseille d'espionner leur courrier : « Surveillez le plus discrètement possible leur correspondance de façon à avoir quelquefois en main les lettres qu'ils écrivent, comme l'a déjà pratiqué quelque zélé pasteur, sans qu'ils ne puissent s'en douter »³².
- 21 De telles pratiques, même menées sous le couvert de la plus grande discrétion, ne peuvent que laisser planer le doute sur la sincérité des anciens jureurs et favoriser les rumeurs d'une infiltration « janséniste ». C'est l'ensemble du clergé français émigré qui risque alors de se trouver suspecté, car le propre du « janséniste » est d'agir sous le masque de la vertu.
- 3) La peur du « prêtre jacobin » en 1796 : l'amalgame entre réfractaires et constitutionnels
- 22 La hantise de l'infiltration de prêtres révolutionnaires, qualifiés alors de « jacobins », terme rapidement devenu synonyme de « jansénistes »³³, au sein du clergé émigré débouche sur une véritable paranoïa populaire lors de l'entrée des troupes de la République en Italie en 1796. Des prêtres français avaient déjà été molestés par la foule à Rome au début de l'année 1793, après l'assassinat d'Hugou de Basville et l'annonce de l'exécution de Louis XVI, mais il s'agissait de représailles effectuées sur des Français, leur statut de prêtre étant secondaire. En revanche, en 1796, la vulgate du complot janséniste se conjugue avec l'invasion française pour former un mélange redoutable pour le clergé français émigré. Dans beaucoup de régions de l'État pontifical, les prêtres français sont désormais tous considérés comme des complices potentiels de l'envahisseur. Cette peur d'une « cinquième colonne » ecclésiastique se manifeste surtout dans les zones rurales, où les rumeurs vont bon train³⁴.
- 23 Le cas des trois prêtres français réfugiés chez les Augustins de Morovalle est exemplaire. Au début du mois de juillet 1796, leurs hôtes les informent que des bruits malveillants courent à leur sujet dans la région :
- « Ils nous ont rapporté qu'on disoit dans l'endroit et les circonvoisins que parmi les prêtres français, il y en avoit qui étoient jacobins ou qui n'étoient pas véritablement prêtres ou qui entretenoient des correspondances avec les chefs des armées françaises pour leur donner connoissance du local, faciliter leur entrée dans les États du Souverain pontife et leurs opérations hostiles ».

- 24 La rumeur publique propage également l'histoire fictive d'une affaire de profanation d'hosties commise par un prêtre français à Camerino. Les prêtres français de Morovalle deviennent alors l'objet de vexations publiques et se replient dans leur couvent. Peu après, les Augustins se montrent hostiles à leur tour et dénoncent l'un des prêtres, l'abbé Chana du Coin, à l'évêque de Fermo. Accusé « d'avoir démontré à l'entrée des François dans les États de Sa Sainteté beaucoup de joie, d'allégresse et de satisfaction, d'avoir répandu des opinions et tenu des discours calqués sur les principes du plus pur jacobinisme », le malheureux prêtre est expédié dans un couvent reculé pour faire pénitence, malgré ses protestations d'innocence et le soutien de ses confrères ³⁵.
- 25 La rumeur pouvait parfois atteindre des dimensions surprenantes. En octobre 1796, l'abbé Cathier, logé dans un couvent du village de Foce, part en retraite pendant une dizaine de jours. Son absence soudaine suscite les commérages de la population. Le bruit court rapidement que le prêtre français serait alité au couvent après avoir été battu par le supérieur qui aurait trouvé dans ses affaires une lettre adressée au général Bonaparte pour l'encourager à venir attaquer la région. Cathier prend connaissance de la rumeur à son retour et, craignant pour sa vie, écrit à Mgr Caleppi pour changer de lieu de résidence ³⁶.
- 26 René Picheloup a relevé plusieurs autres exemples de cet amalgame francophobe, en particulier dans les monastères. Dans un couvent de Spolète, un prêtre français est expulsé du réfectoire par deux religieux qui le traitent de « *sans culotto* » et de « *jacobino* » et l'obligent à manger dans un coin près de la porte. À Terni, le supérieur des Augustins traite trois prêtres français qu'il héberge de « jacobins, de renégats », tandis qu'à Bracciano, les religieux expliquent à leurs hôtes que « les prêtres français sont responsables des maux qui accablent la France [...], que seuls les moines français ont rejeté le serment civique ». À Sermoneta, le supérieur des dominicains considère les prêtres émigrés comme « des canailles, des espions, des rebelles, tous gens à qui il ne faut pas se fier » ³⁷. Si elles reflètent la hantise du « jacobin », ces vexations révèlent surtout l'exaspération et les tensions provoquées par l'hébergement imposé des prêtres français depuis trois ans. Ces derniers sont de plus en plus considérés comme un fardeau inutile pour les finances des couvents et l'invasion française devient rapidement un prétexte pour leur signifier qu'ils sont de trop au sein de la communauté.
- 27 En 1797, malgré le traité de Tolentino entre la France et Rome (19 février), la situation empire pour les prêtres français et les agressions physiques se multiplient à leur rencontre. Ces faits sont dénoncés par les évêques de Vienne et de Senez dans un mémoire adressé à Pie VI. Ils font état de la suspicion généralisée qui pèse sur les épaules des prêtres émigrés, considérés comme l'avant-garde des troupes françaises, et des violences commises à leur égard dans plusieurs diocèses ³⁸. Bien que Pie VI adressât en conséquence une circulaire aux évêques pour leur demander de protéger les prêtres français ³⁹, les départs se multiplient, autant pour fuir les armées de la République que pour éviter un possible lynchage par la population italienne. Quand le général Berthier entre à Rome le 10 février 1798, la grande majorité des prêtres français a déjà quitté l'État pontifical. À la fin de l'année 1799, Mgr Caleppi et Mgr Falzacappa cherchent de nouveau à placer quelques prêtres français chassés d'Autriche, mais ils se heurtent à un refus généralisé des évêques qui craignent tous un soulèvement populaire à l'annonce du retour des émigrés français ⁴⁰.

III - Les anciens constitutionnels dans l'État pontifical

28 Au-delà des représentations et de l'hystérie collective de 1796-1797 à l'encontre de l'ensemble du clergé français émigré, apparaît une réalité : la présence effective sur le territoire de l'État pontifical d'anciens prêtres constitutionnels fidèles à la Constitution civile du clergé ou, du moins, favorables à certains principes « démocratiques », qu'ils ont contribué à diffuser dans leur entourage. Les documents les concernant sont rares, puisqu'ils étaient officiellement réconciliés et leurs activités ne sont pas censées avoir laissé de traces. Les anciens jureurs apparaissent néanmoins à travers les dénonciations et les enquêtes ordonnées par le Saint-Siège à leur sujet, mais ils se manifestent aussi parfois de leur propre mouvement, pour tenter de justifier leur attitude.

1) L'affaire des constitutionnels de Porto-Ferraio

29 Une des documentations les plus fournies concerne les prêtres constitutionnels réfugiés à Porto-Ferraio, sur l'île d'Elbe. On la doit à l'initiative d'un ecclésiastique français, Joseph-Etienne Lardier, à qui Mgr Caleppi, au début de l'année 1794, avait demandé des renseignements sur l'orthodoxie des nombreux prêtres qui venaient de se réfugier dans ce port après la chute de Toulon et qui souhaitaient entrer dans l'État pontifical. Les lettres de l'abbé Lardier contiennent ainsi de précieux renseignements sur ces singuliers émigrés, mais révèlent également, dans leur subjectivité, les limites de tels témoignages ⁴¹.

30 Après la chute de Toulon, plus de deux mille réfugiés avaient été débarqués par des vaisseaux anglais sur l'île d'Elbe, notamment dans son principal port, Porto-Ferraio. Parmi eux, beaucoup de prêtres réfractaires, bien souvent des émigrés revenus à Toulon dans l'espérance d'une reconquête de la France ⁴², mais aussi plusieurs constitutionnels. Le département du Var comptait alors un des taux d'assermentés parmi les plus forts de France. Plus ou moins mêlés à l'insurrection fédéraliste, ces prêtres, désireux d'échapper à la répression, n'hésitèrent pas à s'embarquer pour l'étranger ⁴³. Une fois descendus à terre, ces jureurs, par leur nombre, sont aisément identifiables parmi leurs confrères et, surtout, ne font pas mystère de leur engagement. Il y a bien quelques cas douteux de prêtres sans passé, comme cet abbé Julien, du diocèse d'Aix, qui affirme avoir perdu tous ses papiers en fuyant Toulon, mais qui promet d'envoyer un certificat de bonne conduite de la main de l'archiprêtre de Pourlieux. Parmi les constitutionnels avérés, Lardier distingue deux catégories : ceux qui sont venus à résipiscence et ceux qui persistent dans leur erreur.

31 Dans le premier groupe figurent les abbés Denans, vicaire de La Seyne, Gay, vicaire d'Ollioules et Choilan (ou Chailan), vicaire de La Garde. Tous trois ont été convaincus de rétracter leur serment à Toulon et avaient commencé leur pénitence lors du siège de la ville. Il faut leur ajouter l'abbé Mestre, lui aussi déjà sur le droit chemin avant son exil. Leur réconciliation est presque achevée. L'autre groupe est celui des constitutionnels « persévérants » : « [ayant] constamment persisté dans leur schisme et dans leur rébellion aux décisions de l'Église, échappés sur des vaisseaux anglais et déposés à Porto-Ferraio, ils y sont arrivés avec leurs mêmes idées ». Ils sont au nombre de neuf et se divisent à leur tour en trois catégories. D'abord, Lardier remarque ceux qui, une fois débarqués à Porto-Ferraio, décident d'entreprendre leur procédure de rétractation pour être autorisés à entrer dans l'État pontifical. D'autres préfèrent ne rien entreprendre et, indifférents à leur état, attendent la suite des événements, sans rien faire qui puisse leur porter préjudice. En revanche, deux irréductibles, non contents de ne faire aucune démarche pour leur rétractation, défendent âprement les principes de la Constitution civile du clergé. Il s'agit des frères Thollon, dont l'aîné, Marius, avait été

curé d'Hyères avant de devenir vicaire épiscopal de Jean-Joseph Rigouard, évêque constitutionnel du Var, tandis que le cadet était vicaire d'Ollioules ⁴⁴. Tous deux, particulièrement déterminés, « se montrent fauteurs obstinés du serment qu'ils s'efforcèrent de préconiser, même dans cette ville-ci ».

- ³² Le gouverneur de la ville de Porto-Ferraio, dépendante du royaume de Naples, menaçait alors de déporter les récalcitrants dans le royaume voisin de Piémont-Sardaigne. Cette destination signifiait une prochaine expulsion, car, depuis le mois de mai 1794, en raison de la pression française sur ses frontières occidentales, l'État sarde avait entrepris de chasser tous les prêtres français émigrés résidant sur son sol. Cet avertissement suffit pour que les constitutionnels de Porto-Ferraio entreprennent tous leur procédure de réconciliation. Ils écrivirent à l'évêque de Toulon qui leur adressa en retour une formule de rétractation reprenant les termes du bref *Caritas*. Tous s'y soumirent, à l'exception des frères Thollon, « prétendant toujours que leur serment n'avait rien de criminel ». Le gouverneur décida alors de les expulser immédiatement et, à bout de ressources, les deux récalcitrants finirent par apporter leur rétractation en bonne et due forme à l'abbé Lardier. Tous les constitutionnels avaient cédé. Pourtant, Lardier restait sceptique sur leur bonne foi et s'empessa d'exprimer ses doutes à Mgr Caleppi. Ainsi, malgré leur rétractation, les frères Thollon continuent de proclamer haut et fort leur attachement à leurs idéaux. Le cadet confie même à Lardier, « que son frère et lui ne cédaient qu'à la persécution qu'on vouloit leur faire essuyer et qu'ils n'en persistoient pas moins dans leurs sentiments ». La morosité affichée par Imbert, ancien curé constitutionnel de Solliès, et Arnoux, ancien vicaire constitutionnel de La Valette, est considérée comme une preuve de leur duplicité : « Ils annoncent une si petite dose de piété et ils ont en outre un de ces caractères si taciturnes et si concentrés, qu'il est [plus] prudent de les éloigner que de s'exposer à être leur dupe ». Quant à Vidal, le fait d'avoir refusé de soutenir la motion Dom Gerle aux côtés de son chapitre en avril 1790 constitue une tâche indélébile aux yeux de Lardier, qui s'inquiète également fort de « son attachement à la philosophie du siècle », que ne peut effacer sa rétractation. Jean-Jacques Bonnet, ancien curé constitutionnel d'Aubagne, est lui aussi dénoncé comme « rien moins que converti ». Tous expriment « le mépris le plus indécent pour l'épiscopat ». Lardier en profite pour signaler à Mgr Caleppi la présence à Livourne de trois autres faux repentis, également échappés du siège de Toulon : il s'agit de Branzon, vicaire constitutionnel de Cuers, de Rambert, vicaire constitutionnel de la cathédrale de Toulon, et de Roux, curé constitutionnel de Saint-Louis de Toulon, et, à ce titre, remplaçant de Lardier qui devait bien le connaître - il s'agissait de son ancien vicaire - et certainement lui garder rancune. Lardier ne manque d'ailleurs pas de rappeler qu'il s'agit des « trois sujets [les] plus dangereux et [les] plus coupables que notre diocèse ait fournis ».
- ³³ Le 25 juillet 1794, Caleppi informe Lardier que la Sacrée pénitencerie avait déclaré « obreptices et subreptices » les rétractations des constitutionnels dénoncés comme hypocrites dans sa précédente lettre. Mais ceux-ci se défendent de toute duplicité et se plaignent à leur tour auprès de la Sacrée pénitencerie. Certains finissent même par recevoir leur absolution, malgré l'avis défavorable de Mgr Caleppi. C'est ainsi que Roux et Rambert gagnent la Corse, placée alors sous protectorat britannique, et célèbrent le culte catholique à Bastia avec la bénédiction de l'évêque réfractaire de Mariana et au grand scandale de Lardier. Le 25 janvier 1795, ce dernier, désespéré, écrit à Mgr Caleppi que de pseudo-repentis, résidant encore à Porto-Ferraio, continuent de célébrer la messe et d'administrer les sacrements en toute impunité. En mars, deux d'entre eux,

Joseph Rastin (ou Rastaing) et Jean-Jacques Bonnet, finissent par quitter subrepticement Porto-Ferraio à bord d'un navire génois, à destination de Gênes où, selon Lardier, les attend le sieur Villard, agent de la République française, pour les rapatrier ⁴⁵.

- 34 On ne connaît pas le dénouement de l'histoire, mais il est probable que les anciens constitutionnels encore présents à Porto-Ferraio aient finalement réussi à obtenir leur réconciliation et à bénéficier d'un logement dans l'État pontifical ⁴⁶. Cette affaire est particulièrement révélatrice des tensions persistantes entre réfractaires et anciens jureurs jusque dans l'émigration. Rien ne permet d'affirmer que les soupçons de l'abbé Lardier aient été fondés. Tant qu'ils ne causent pas de scandale évident ou n'essaient pas d'endoctriner la population locale, le Saint-Siège n'a aucune raison d'expulser ces assermentés repentis dont il est difficile de prouver la mauvaise foi. La Sacrée pénitencerie explique d'ailleurs à Lardier « que pour les convaincre de ce défaut de sincérité [...], il faudroit recourir à une enquête trop longue et trop éclatante pour relever les faits et les propos de ces prêtres qui manifesteroient ce défaut de sincérité, ce qui donneroit lieu à une contestation interminable ». Réconciliés au bénéfice du doute, ils restent néanmoins sous étroite surveillance.

2) La justification du serment

- 35 Bien que réconciliés, quelques anciens constitutionnels s'efforcent toujours, dans la mesure où ils ne contestent pas l'autorité pontificale, de justifier leur serment. La plupart mettent en avant les restrictions qu'ils ont pu y apporter. D'autres expliquent n'avoir pas saisi l'incompatibilité entre la Constitution civile du clergé et le catholicisme au moment de le prêter. En décembre 1792, l'abbé d'Hesmivy d'Auribeau signale que dans certains monastères romains, des prêtres français « soutenoient que ce fatal serment ne renfermoit rien contre le dogme » ⁴⁷. À Cesena, plusieurs anciens jureurs célèbrent la messe sans voir la nécessité de leur réconciliation parce que leur serment n'avait rien d'illicite :

« Ne pensant ni à la censure, ni à l'irrégularité, ils ont cru pouvoir continuer de célébrer comme ils l'ont toujours fait, parce qu'ils disent avoir prêté un serment qui regardait seulement le civil et non pas le spirituel, avec la réserve expresse de ne pas aller à l'encontre de l'obéissance due à l'Église et à son chef visible. » ⁴⁸

- 36 De même, en mars 1793, dans le cadre de sa procédure de rétractation, Etienne Buffin, ancien curé constitutionnel de Saint-Georges-de-Reneins, dans le diocèse de Lyon, envoie un mémoire à Mgr Caleppi pour justifier ses précédents choix. Il n'hésite pas à continuer de défendre le serment qu'il prêta avec des restrictions propres, selon lui, à le concilier avec les positions romaines, même s'il refusa par la suite de reconnaître l'autorité de l'évêque constitutionnel et préféra émigrer ⁴⁹. Plus tard, en avril 1797, le même Buffin récidive et adresse à Mgr Caleppi la copie d'une demande de passeport auprès de l'ambassade de France à Rome. Dans cette demande, il rappelle avoir prêté le serment de 1791 avec des restrictions exprimant ses réserves quant au spirituel. Buffin explique qu'il est toujours dans les mêmes dispositions, ce qui devrait lui permettre de rentrer en France en promettant sa soumission aux lois de la République, avec des réserves en matière spirituelle :

« Je vous obéirai, ô République françoise !, en ce qui, à ma connoissance, n'aura rien d'opposé à la religion que je professe, mais sur ce qui la regarde, je ne reconnais que l'Église catholique, apostolique et romaine. Elle m'enseigne que toute autorité émane de Dieu : en quelques mains que se trouve cette autorité, elle défend d'aller

contre, de prendre part aux factions, tumultes ou soulèvements. Elle ordonne de lui obéir, excepté quand il s'agit du crime. » ⁵⁰

- 37 On ne sait si l'ambassade lui donna son passeport - il est possible d'en douter, la promesse de soumission aux lois de la République devant être prêtée sans restrictions -, mais l'envoi de cette copie à Mgr Caleppi témoigne de la détermination de l'abbé Buffin à essayer de concilier la République avec le catholicisme. Une telle démarche a certainement rendu suspect son auteur, en dépit des précautions prises vis-à-vis de l'autorité pontificale. Peut-être a-t-il été expulsé à cette occasion pour éviter des troubles. Malgré le traité de Tolentino, les tensions restent vives avec la France, notamment au sein de la population italienne, et un rapprochement entre un prêtre émigré et les autorités républicaines ne pourrait qu'aggraver, s'il était imité, le mécontentement envers l'ensemble des ecclésiastiques français réfugiés dans l'État pontifical.
- 38 Pour autant, tous les jureurs ne cherchent pas à justifier leur serment. Certains reconnaissent humblement ce qu'ils considèrent comme une faute grave, néanmoins explicable, et demandent à faire pénitence. C'est le cas de l'abbé Lambinet, ancien curé constitutionnel de Villefranche, dans le diocèse de Sens, qui, en août 1794, écrit à Mgr Caleppi pour évoquer les conditions de sa prestation du serment. Il avoue avoir voulu conserver sa pension, pour entretenir son pauvre père, et éviter qu'un autre le remplace à la tête de sa paroisse. Quant à la remise de ses lettres de prêtrise à l'agent national de sa commune, elle était nécessaire pour qu'on le laisse fuir la France. Il regrette sincèrement ses faiblesses, plaçant son aveuglement, avant de demander un passeport pour entrer dans l'État pontifical et y devenir chartreux pour expier ses péchés ⁵¹.
- 39 En 1795, beaucoup de prêtres français émigrés reviennent dans leur patrie à la faveur de l'accalmie post-thermidorienne. Les retours dans l'État pontifical seront nombreux, surtout après le coup d'État du 18 fructidor an V, mais il est probable que d'anciens constitutionnels aient choisi de rester en France en prêtant le serment de « haine à la royauté » et de s'agréger à l'Église gallicane organisée sous la houlette du Comité des évêques réunis.
- 3) Le clergé français et la République romaine (1798-1799)
- 40 Lorsqu'en février 1798, les troupes françaises entrent dans Rome et que la République est proclamée ⁵², la plupart des prêtres émigrés ont déjà fui sous d'autres cieux. Ceux qui restent ne font guère parler d'eux et ne cherchent pas à prêter main forte à leurs confrères italiens engagés aux côtés des républicains. Par la suite, les évêques italiens seront unanimes pour signaler l'exemplaire neutralité des prêtres français pendant le temps de la République ⁵³. D'ailleurs, les émigrés français sont cette fois suspectés par les républicains de soutenir la contre-révolution : revient alors le thème des « loups déguisés en agneaux », mais cette fois dans une perspective inversée. Le 22 floréal an VI (11 mai 1798), les consuls romains décident de l'expulsion de tous les prêtres étrangers dans les dix jours. Passé ce délai, ils seront considérés comme des espions et traités comme tels. Les uns quittent le territoire de la République, tandis que les autres se terrent dans les rares couvents romains non supprimés ou à la campagne ⁵⁴.
- 41 Le repli français en Italie à partir du début de l'année 1799 s'accompagne d'une violente réaction contre-révolutionnaire qui va durer un peu plus d'un an. Le 30 septembre, la garnison française de Rome effectue sa reddition et les troupes austro-russes entrent dans la ville. La chasse aux jacobins commence sous la direction de la *Giunta di Stato*,

tribunal mis en place par le gouvernement provisoire napolitain pour rétablir l'ordre et réprimer le mouvement républicain à Rome ⁵⁵. Quelques prêtres français sont alors suspectés d'avoir apporté leur soutien aux jacobins. En décembre 1799, ils sont dénoncés par la *Giunta di Stato* auprès de Mgr Falzacappa, chargé alors de l'accueil des prêtres français, conjointement avec Mgr Cattaneo et Mgr Caleppi ⁵⁶. Les abbés Olivier, Vitalis, Raxis et Valory, prêtres de Carpentras, logés au couvent de Santa Maria del Popolo, sont accusés d'avoir professé des « maximes démocratiques » et d'avoir soutenu la République romaine. La *Giunta di Stato* demande que des mesures sévères et rapides soient prises à leur égard. L'abbé Olivier rédige alors un mémoire en défense, dans lequel il assure n'avoir prêté aucun serment, ni soutenu les républicains romains l'année précédente. Il demande la protection des autorités pontificales pour obtenir un passeport pour la France ⁵⁷.

- 42 Quant aux abbés Ferdinand Tournefort, Léonard Tournefort, Bruno La Garde et Louis-Charles Petit-Radel, la *Giunta di Stato* demande à Mgr Falzacappa d'ordonner leur départ de Rome dans les vingt-quatre heures et de l'État pontifical dans les quatre jours. On ne connaît pas le détail de l'enquête, ni la teneur exacte des faits reprochés à ces quatre prêtres, qui puissent justifier une telle sévérité. Léonard Tournefort, curé réfractaire comtadin, n'a pourtant rien d'un jacobin. À la fin de l'année 1793, très soucieux de rendre hommage au Souverain pontife, il lui avait dédié et envoyé un long poème, intitulé *Admirations du curé de Villes sur la basilique de Saint-Pierre*, qui fut publié l'année suivante à Rome ⁵⁸. L'abbé La Garde cherche de son côté à justifier de sa bonne conduite et produit un certificat médical attestant de fréquents alitements au cours de l'année 1799 et un certificat du sacristain de la basilique des saints Apôtres attestant qu'il a continué de célébrer ses messes pendant tout le temps de la République ⁵⁹. Il semble que cette mesure d'expulsion ne fut pas exécutée, du moins à l'égard de Léonard Tournefort, puisqu'en 1802, il fut chargé par Pie VII en personne de porter à Paris le *pallium* du cardinal Fesch, qui venait d'être nommé au siège de Lyon ⁶⁰. Bien que marquée par un contexte d'épuration, cette affaire révèle l'intransigeance grandissante des autorités pontificales face à de possibles foyers de subversion. Les derniers prêtres français, restés à Rome pendant la République sans fuir leurs compatriotes jacobins, sont évidemment des suspects de choix.

- 43 Avec l'année 1799 se termine l'histoire des prêtres constitutionnels français réfugiés dans l'État pontifical. La peur de la contagion révolutionnaire n'effraie plus le Saint-Siège : il s'agit désormais d'une réalité avec laquelle il faut composer. Après la mort de Pie VI, le conclave, réuni à Venise depuis le 30 novembre 1799, est décidé à porter au pontificat un cardinal susceptible de négocier avec le Consulat français. L'élection du cardinal-évêque d'Imola, Barnaba Chiaramonti, le 14 mars 1800, est motivée par cette nouvelle orientation. Son homélie de Noël 1797, dans laquelle il s'était efforcé de concilier la démocratie et l'Évangile, aurait ainsi particulièrement joué en sa faveur. En 1801, le Concordat met un terme officiel à la division du clergé gallican et à l'émigration ecclésiastique. Les derniers prêtres émigrés quittent l'État pontifical. Pourtant, en décembre 1802, l'abbé d'Hesmivy d'Auribeau, resté à Rome, écrit encore à Mgr Cattaneo, pour lui dénoncer un ecclésiastique français suspect, Jean-Antoine Arnaud, arrivé dans la capitale pontificale sans papiers, « pas une ligne qui prouve sa conduite depuis la Révolution », et lui propose de le mettre en quarantaine avant plus ample information ⁶¹. Mais cette affaire isolée, sans conséquences pour Arnaud qui reçut par la

suite le soutien de l'ancien évêque de Senes ⁶², témoigne plus de la méfiance rancunière d'un ancien réfractaire que d'une persistance de la politique défensive du Saint-Siège.

44 Pour reprendre la classification proposée par Jean-Clément Martin⁶³, ces prêtres constitutionnels, partisans de la Révolution à ses débuts, se sont retrouvés dans le camp de la contre-révolution en enfreignant les lois de la Nation. En France, ils sont considérés administrativement comme des contre-révolutionnaires par les autorités, après une inscription sur les listes d'émigrés. En revanche, lors de leur entrée dans l'État pontifical, suspectés de propager la Révolution, ils sont placés sous une surveillance constante, surtout de la part de leurs confrères réfractaires. Les épreuves subies par ces derniers ne les incitent guère à la clémence vis-à-vis des anciens jureurs, venus les concurrencer sur le terrain d'une bienfaisance pontificale limitée par les difficultés économiques des États de l'Église. L'obsession de l'abbé d'Hesmivy d'Auribeau, qui persiste après le Concordat, est symptomatique de cet état d'esprit. Cette défiance, alimentée par la propagande anti-janséniste du clergé italien, poursuit les anciens assermentés pendant tout leur séjour, avant de s'étendre à l'ensemble du clergé émigré lors de l'entrée des troupes françaises en Italie.

45 Le fonds *Emigrati* des Archives du Vatican laisse plusieurs zones d'ombres sur l'histoire de ces prêtres constitutionnels exilés. Surtout, il ne permet pas de connaître le contenu exact des « maximes démocratiques » que certains ecclésiastiques ont été accusés de professer au sein de leur entourage. Les préjugés du clergé réfractaire ou des autorités romaines masquent la réalité. Dans leur correspondance avec Mgr Caleppi, les évêques emploient toujours les mêmes termes pour désigner les mauvais principes véhiculés par les « loups déguisés en agneaux » et nous avons vu avec quelle précaution il faut prendre ces accusations, souvent suscitées par la rancune d'un compatriote réfractaire ou d'un supérieur de monastère soucieux de se débarrasser d'un parasite. Il est également difficile de connaître le public « infecté », selon la terminologie romaine, par ces crypto-constitutionnels. Il s'agit très certainement de membres de la bourgeoisie et de la noblesse locales, que le clergé français émigré a souvent l'habitude de fréquenter, en dehors des monastères où il est généralement confiné⁶⁴. Plusieurs prêtres exilés ont notamment exercé des fonctions de précepteur pour gagner leur vie. Les couches populaires des villes constituent également un terreau favorable à la propagation des idées nouvelles, comme le signalaient les évêques dans leurs lettres à Mgr Caleppi à la fin de l'année 1792. Il faut ici peut-être considérer que les « maximes démocratiques » ont pu tout aussi bien être diffusées par des réfractaires que par des anciens jureurs. Il n'est pas inutile de rappeler que la frontière entre le clergé constitutionnel et le clergé réfractaire n'est pas nette, qu'il existe au sein de ces deux groupes toute une gamme de comportements et de convictions ecclésiologiques et politiques qui ont souvent évolué dans le temps. En 1789-1790, le bas clergé a soutenu massivement les premières réformes de la Constituante et, malgré la rupture de la Constitution civile du clergé, certains réfractaires sont restés attachés à des principes réformateurs. Si le thème de l'infiltration « janséniste » au sein du clergé émigré vise avant tout les anciens assermentés, la méfiance généralisée des autorités romaines à l'égard de l'ensemble des prêtres français peut se justifier par cette crainte de la survivance d'un esprit démocratique au sein du clergé réfractaire. Les anciens constitutionnels ne sont donc certainement pas les seuls propagateurs des « mauvais principes » dans l'État pontifical. Les prêtres expulsés de Rome par la *Giunta di Stato* à la fin de l'année 1799, bien que pour la plupart notoirement réfractaires, se sont peut-être ainsi laissés aller à fréquenter les milieux républicains romains ou, du moins, à accepter le nouveau

gouvernement. Les anciens constitutionnels réfugiés dans l'État pontifical ont surtout été des boucs-émissaires de la Révolution, chargés par leurs confrères de tous les maux et donc suspectés en priorité par Rome.

- 46 Quelle place faut-il accorder à ces prêtres « suspects », tant réfractaires que constitutionnels, dans l'histoire de l'émigration ? Ne faut-il pas poser ici, à la suite de Jacques Godechot, quelques jalons pour une étude d'une émigration « révolutionnaire », que l'on pourrait opposer à une émigration contre-révolutionnaire ? Cette démarche suppose de ne plus se placer uniquement du point de vue parisien, mais du point de vue des pays d'accueil et des milieux émigrés dans leur ensemble, et de ne plus se laisser enfermer dans les catégories traditionnelles. Apparaît alors l'émigration dans toute sa diversité et sa complexité ⁶⁵. Moteurs de la contre-révolution, les prêtres français exilés dans l'État pontifical l'ont été par leurs écrits dénonçant la persécution religieuse en France, mais ils l'ont aussi été, malgré eux, par la présence d'anciens constitutionnels ou de supposés tels dans leurs rangs, en accréditant le thème de l'infiltration et de la subversion révolutionnaires.
- 47 L'émigration du clergé constitutionnel mériterait une étude beaucoup plus systématique que nous ne l'avons fait, à mener dans les autres pays d'accueil. Ainsi, beaucoup de prêtres constitutionnels fuyant Toulon en 1793 se sont réfugiés sur les côtes espagnoles. L'abbé Lardier, le correspondant de Mgr Caleppi à Porto-Ferraio, l'informe que quatre anciens jureurs du Var ont ainsi réussi à gagner Tolède. Enfermés dès leur arrivée dans un couvent franciscain de l'étroite observance, ils sont soumis à une sévère pénitence qui ne prendra fin qu'après une longue période d'observation ⁶⁶. Les autorités espagnoles semblent plus strictes que l'État pontifical dans leur procédure d'accueil des anciens jureurs, considérés également avec la plus grande méfiance ⁶⁷. La crainte de l'« infection » janséniste est également observable au Portugal, où les prêtres émigrés sont placés sous étroite surveillance ⁶⁸. En Suisse, dans le canton catholique de Fribourg, étudié par Georges Andrey, les évêques, à l'instar de leurs confrères romains, mettent en place une stricte procédure d'accueil et de rétractation du clergé assermenté, probablement sous l'impulsion des évêques français émigrés ⁶⁹. Au-delà de ces quelques exemples, une étude plus approfondie des différentes modalités de l'accueil et de la réconciliation du clergé constitutionnel émigré permettrait surtout de constituer un intéressant point de comparaison dans la perception et les retombées de la Constitution civile du clergé dans les différents pays européens.

NOTES

1. René PICHELOUP, *Les ecclésiastiques français émigrés ou déportés dans l'État pontifical (1792-1800)*, Toulouse, Publications de l'Université de Toulouse-Le Mirail, 1972, 302 p. Cet ouvrage de référence présente les grands axes de la politique d'accueil du Saint-Siège envers les prêtres français ainsi que leur vie quotidienne dans l'État pontifical. Plus récent, le très bon article de synthèse de Vittorio DE MARCO, « Il clero francese immigrato nello Stato Pontificio », dans Luigi FIORANI (dir.), *La Rivoluzione nello Stato*

della Chiesa (1789-1799), Rome-Pise, Istituto editoriali e poligrafici internazionali, 1998, pp. 403-423. Sur l'image du clergé français émigré dans l'État pontifical, Mario TOSTI, « Gli " Atleti della Fede " : emigrazione e contrerivoluzione nello Stato della Chiesa (1792-1799) », dans *Cristianesimo nella Storia*, t. 10, 1989, pp. 347-387. Quelques exemples locaux : Michele BIANCO, « Ecclesiastici francesi a Ferrara (1792-1796) », dans *Analecta Pomposiana*, t. 13, 1988, pp. 121-198 ; Vincenzo DI FLAVIO, « Ecclesiastici francesi accolti a Rieti durante la Rivoluzione (1792-1800) », dans *Rivista di Storia della Chiesa in Italia*, t. 45, 1991, pp. 450-483 ; Mario TOSTI, « Vescovi e Rivoluzione nello Stato della Chiesa : l'Umbria negli anni 1789-1800 », dans *Rivista di Storia della Chiesa in Italia*, t. 49, 1995, pp. 43-65.

2. Archivio Segreto Vaticano, *Segr. Stato, Emigrati della Rivoluzione Francese*, vol. 19, f° 433 : lettre de l'abbé Jacques Michel, chanoine d'Avignon, à Mgr Caleppi (22 mars 1796).

[Pour le fonds *Emigrati*, les références des notes suivantes n'indiqueront que le numéro du volume, la foliotation et l'intitulé du document].

3. L'engagement du clergé constitutionnel au sein du mouvement fédéraliste de 1793 est encore mal connu. Pour le cas de Lyon, notre thèse en cours : *Politique et religion à Lyon pendant la Révolution (1789-1805)*. Pour le Var, plusieurs informations intéressantes dans l'article de Jean-Charles BENZAKEN, « Méounes : un village du Var entre Révolution et contre-révolution (juin 1793-ventôse an II) », dans *Les fédéralismes. Réalités et représentations (1789-1794)*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1995, pp. 187-194 ; pour la ville de Toulon, le point sur la question dans Malcolm CROOK, « Une absence ? Religion et contre-révolution à Toulon en 1793 », dans *Religion, Révolution, Contre-Révolution dans le Midi (1789-1799)*, Nîmes, J. Chambon, 1990, pp. 95-102. L'implication d'une partie du clergé constitutionnel toulousain dans le mouvement fédéraliste est, quant à lui, évoqué par Jean-Claude MEYER, *La vie religieuse en Haute-Garonne sous la Révolution (1789-1801)*, Toulouse, Publications de l'Université de Toulouse-Le Mirail, 1982, pp. 229-238.

4. Notice sur Lorenzo Caleppi (1741-1817) dans Philippe BOUTRY, *Souverain et Pontife. Recherches prosopographiques sur la Curie romaine à l'âge de la Restauration (1814-1846)*, Rome, École française de Rome (300), 2002, pp. 330-331.

5. Vol. 3, f° 119 : lettre de Mgr Gioannetti à Mgr Caleppi (23 décembre 1792).

6. Vol. 24, f° 515 : copie d'une lettre du chanoine Allignan à l'abbé Lardier (29 août 1794).

7. PICHELOUP, *op. cit.*, p. 75.

8. ASV, *Segr. Stato, Vescovi e Prelati*, vol. 372, f° 256 : copie d'une lettre de la Congrégation à l'évêque d'Aoste (21 décembre 1793).

9. Vol. 1, ff° 374-375 : lettre de Pietro Casali, vicaire capitulaire de Cesena, au cardinal Zelada (31 mars 1793). PICHELOUP, *op. cit.*, p. 75.

10. ASV, *Segr. Stato, Epoca Napoleonica, Vescovi e Governo*, vol. 372, f° 80 : minute de lettre du cardinal Zelada au vicaire capitulaire de Cesena (6 avril 1793).

11. Vol. 19, f° 184 : copie de la lettre de Mgr Caleppi à l'évêque de Gap (20 décembre 1794).

12. Vol. 19, f° 433 : lettre de l'abbé Jacques Michel, chanoine d'Avignon, à Mgr Caleppi (22 mars 1796).

13. Par exemple, vol. 15, f° 142 : rétractation de Chrysostome Landreau, ancien prêtre constitutionnel du diocèse de Saintes (23 mai 1796) ; ff° 144-145 : lettre du cardinal Gioannetti, archevêque de Bologne, à Mgr Caleppi (4 mai 1796).

14. Vol. 1, f° 376-378 : acte en latin des rétractations des prêtres constitutionnels français devant le vicaire capitulaire de Cesena (23 mars 1793).

15. Vol. 1, f° 784 : lettre de l'évêque de Gubbio au cardinal Mattei (26 octobre 1792).
16. PICHELOUP, *op. cit.*, p. 51.
17. Gérard PELLETIER, *La théologie et la politique du Saint-Siège devant la Révolution française (1789-1799)*, thèse de doctorat sous la direction de Jean-Marie Mayeur, Paris IV, 2000, 926 p. Cette thèse a été publiée par l'École française de Rome après la rédaction de cet article, en avril 2004.
18. « *Lupi travesti da agnelli* » : le passage en question est reproduit dans le recueil de textes contre-révolutionnaires italiens publiés par Vittorio Emanuele GIUNTELLA, *Le dolci catene. Testi della controrivoluzione cattolica in Italia*, Rome, Istituto per la storia del risorgimento italiano, t. 75, 1988, p. 32.
19. Mario TOSTI, « Gli " Atleti della Fede " », *loc. cit.*, p. 370.
20. Vol. 1, f° 134 : lettre d'Antonio Maria Lenni, vicaire capitulaire d'Ascoli, au cardinal de Zelada (28 octobre 1792).
21. Vol. 1, f° 461 : lettre de l'évêque de Fabriano à Mgr Caleppi (20 octobre 1792).
22. Vol. 2, f° 363 : lettre de l'évêque de Rieti (23 octobre 1792).
23. Cité par PICHELOUP, *op. cit.*, p. 74. PELLETIER, *op. cit.*, p. 451.
24. Vincenzo DI FLAVIO, *loc. cit.*, pp. 454, 456, n. 25 et 458.
25. Vol. 19, f° 184 : lettre de Mgr Caleppi à l'évêque de Gap (20 décembre 1794). Georges BOURGIN, « La surveillance des prêtres émigrés français dans les États pontificaux en 1793 », *Revue historique*, t. 85, 1904, pp. 285-287.
26. Vol. 5, ff° 164-165 : lettre de l'abbé Giraud à Mgr Caleppi (12 décembre 1792). Ce prêtre demande, dans l'obtention des faveurs pontificales, à passer avant les constitutionnels repentis : « Vous voudrez bien ne pas me confondre avec un grand nombre de prêtres français qui, après avoir prêté le serment purement et simplement, l'ont rétracté dans la suite ».
27. Pierre d'Hesmivy d'Auribeau (1756-1843), chanoine et vicaire général de Digne, était réfugié à Rome depuis 1792, où il bénéficiait de la protection de Madame Adélaïde. Serviteur dévoué du Saint-Siège et apologiste du clergé réfractaire, il joua un rôle éminent comme propagandiste de l'autorité pontificale auprès de ses confrères exilés et publia plusieurs ouvrages en français à Rome, notamment les *Mémoires pour servir à l'histoire de la persécution française* (2 vol., 1794-1795). Banni par la République romaine en 1798, il suivit Pie VI en exil. Conclaviste du cardinal Carafa en 1800, il reçut de Pie VII un canonicat à Rome en 1805, avant de revenir en France sous la Restauration. Pour plus de détails sur cette figure de l'émigration, nous renvoyons à la biographie que vient de lui consacrer Gérard DESSOLLE, *L'abbé Pierre d'Auribeau (1756-1843). Les fleurs, les ronces, la monarchie*, Digne, Patrimoine religieux de la Haute-Provence (à paraître).
28. Vol. 5, f° 146-147 : lettre de l'abbé d'Hesmivy d'Auribeau à Mgr Caleppi (1er décembre 1792).
29. Vol. 9, f° 791 : lettre de l'abbé Delanef au cardinal de Zelada (11 décembre 1793).
30. Vol. 3, f° 191 : lettre de l'évêque de Fabriano à Mgr Caleppi (31 décembre 1792).
31. PICHELOUP, *op. cit.*, pp. 94-96.
32. Vol. 26, f° 112 : brouillon de lettre de Mgr Caleppi à l'évêque de Camerino (9 juillet 1793).
33. Mario TOSTI, *loc. cit.*, p. 369.
34. Bon exemple de diffusion de la peur du jacobin dans les campagnes de l'État pontifical à travers l'article de Fabio PASSERA, « Le clergé camerinois (1789-1799) », dans Luigi FIORANI (dir.), *La Rivoluzione nello Stato della Chiesa*, *op. cit.*, pp. 425-441.

35. Vol. 19, f° 362-363 : lettre de l'abbé Mivol à Mgr Caleppi (22 juillet 1796) ; f° 366-367 : *id.* (12 août 1796) ; f° 391-395 : lettre de l'abbé Chana du Coin à Mgr Caleppi (5 août 1796).
36. Vol. 19, f° 64 : lettre de l'abbé Cathier à Mgr Caleppi (15 novembre 1796).
37. PICHELOUP, *op. cit.*, p. 103 et 105-107.
38. Vol. 16, f° 392 : lettre des évêques de Senez et de Vienne au Saint-Père (s. d., début 1797).
39. Dixième circulaire (mai 1797), reproduite dans PICHELOUP, *op. cit.*, p. 190.
40. *Ibid.*, p. 157.
41. Vol. 24 : ff° 484-485 : lettre de l'abbé Lardier à Mgr Caleppi (9 mars 1795) ; ff° 487-488 : *id.* (25 janvier 1795) ; ff° 489-490 : *id.* (30 janvier 1795) ; ff° 491-492 : *id.* (15 octobre 1794) ; ff° 493-494 : *id.* (29 décembre 1794) ; ff° 495-496 : *id.* (24 novembre 1794) ; f° 497 : *id.* (3 novembre 1794) ; ff° 499-500 : *id.* (17 septembre 1794) ; ff° 501-504 : *id.* (26 mai 1794) ; ff° 505-508 : *id.* (30 juin 1794) ; f° 509-510 : *id.* (11 août 1794) ; f° 511 *id.* (4 août 1794) ; f° 513 : copie d'une lettre de Mgr Caleppi à l'abbé Lardier (25 juillet 1794) ; ff° 515-516 : copie d'une lettre du chanoine Allignan à l'abbé Lardier (29 août 1794) ; f° 17 : lettre du baron Knezevich au cardinal duc d'York (31 mars 1794) ; f° 520 : *id.* (22 septembre 1794) ; f° 528 : copie de la supplique du chanoine Allignan à la sacrée pénitencerie (octobre 1794). Trois des lettres de Lardier ont été publiées par Augustin THEINER, *Documents inédits relatifs aux affaires religieuses de la France (1790 à 1800), extraits des archives secrètes du Vatican*, Paris, Didot, 1858, vol. 2, pp. 438-451 (lettres du 26 mai 1794, du 17 septembre 1794, et du 25 janvier 1795).
42. À ce sujet, voir PICHELOUP, *op. cit.*, pp. 138-140. Le 30 octobre 1793, un correspondant de Mgr Caleppi l'informe que les prêtres réfractaires émigrés partis pour Toulon sont encore à Gênes, car « le peuple de Toulon témoignant peu d'empressement pour la vraie religion, se montre assez attaché aux prêtres jureurs et intrus ».
43. Bernard COUSIN, « Religion et Révolution dans le département du Var », dans Jean-Clément MARTIN (dir.), *Religion et Révolution. Colloque de Saint-Florent-le-Vieil (13-14-15 mai 1993)*, Paris, Anthropos, 1994, pp. 141-147 ; Malcolm CROOK, « Une absence ? Religion et contre-révolution à Toulon en 1793 », *loc. cit.*, pp. 95-102.
44. F. LAUGIER, *Le schisme constitutionnel et la persécution du clergé dans le Var*, Draguignan, 1897, XX-339 p.
45. Joseph Rastin (1736-1798) aurait écrit depuis Porto-Ferraio à Mgr de Castellane, évêque de Toulon, pour tenter de justifier sa conduite, ce qui lui attira la réplique cinglante du prélat qui exigeait une rétractation sans condition ainsi qu'une pénitence appropriée. Le 8 avril 1794, Rastin annonçait à l'évêque que la rétractation qu'il avait fini par signer n'était pas valable, puisque extorquée sous la violence. Il rentra en France pour reprendre son ministère à Solliès-Toucas, où il aurait finalement effectué une rétractation publique. Arrêté par la suite, probablement pour ses activités clandestines, il fut jugé par une commission militaire à Toulon et fusillé le 17 janvier 1798 (*ibid.*, pp. 216-217).
46. Dans une lettre adressée à Mgr Caleppi le 20 avril 1795, l'abbé Lalain, prêtre réfractaire résidant à Bastia, l'informe que les abbés Roux et Rambert ont fui la Corse, craignant une invasion de l'île à l'annonce de la présence d'une escadre française à proximité. Pour Lalain, soulagé par leur départ, ces deux prêtres étaient bien de dangereux crypto-constitutionnels (THEINER, *op. cit.*, pp. 487-488).

47. Vol. 5, ff° 146-147 : lettre de l'abbé d'Hesmivy d'Auribeau à Mgr Caleppi (1er décembre 1792).
48. Vol. 1, f° 374 : lettre de Pietro Casali, vicaire capitulaire de Cesena, au cardinal de Zelada (31 mars 1793).
49. Vol. 4, f° 716 : mémoire de l'abbé Buffin à Mgr Caleppi (8 mars 1793). Reproduit dans PICHELOUP, *op. cit.*, pp. 201-202.
50. THEINER, *op. cit.*, pp. 525-526.
51. Vol. 9, ff° 506-507 : lettre de l'abbé Lambinet à Mgr Caleppi (17 août 1794). Dans le même état d'esprit, Ignace Cardon, ancien prêtre constitutionnel de Sommières, marié, et retiré au couvent de Caramari : vol. 15, f° 154 : lettre de l'abbé de Caramari à Mgr Caleppi (novembre 1796) ; ff° 156 et 158 : déclarations d'Ignace Cardon (s. d.).
52. Signalons, pour l'anecdote, que Bassal, le principal agent du Directoire chargé d'encadrer les jacobins romains pour la création de la République, était l'ancien curé constitutionnel de Versailles.
53. Vittorio DE MARCO, *loc. cit.*, pp. 420-421 ; Luigi FIORANI, « Aspetti della crisi religiosa a Roma durante la Repubblica giacobina », dans *id.*, *La Rivoluzione nello Stato della Chiesa*, *op. cit.*, pp. 253-297 [Version actualisée de son précédent article « Note sulla crisi religiosa a Roma durante la Repubblica giacobina (1798-1799) », dans Bernard PLONGERON (dir.), *Pratiques religieuses dans l'Europe révolutionnaire (1770-1820)*, Turnhout, Brepols, 1988, pp. 112-122]. Au-delà des cas connus, comme celui de l'abbé Della Valle, la nature et l'importance de l'engagement d'une partie du clergé romain aux côtés des républicains restent encore à étudier : Marina CAFFIERO, « Le problème religieux », dans *Annales historiques de la Révolution française*, t. 65, n° 334, 2003, pp. 139-154.
54. Sur la politique religieuse de la République romaine, voir l'article très complet de Vittorio DE MARCO, « Aspetti della legislazione giacobina in materia ecclesiastica durante la Repubblica romana », dans Luigi FIORANI (dir.), « *Deboli progressi della filosofia* ». *Rivoluzione e religione a Roma (1789-1799)*, Rome, Ricerche per la storia religiosa di Roma, t. 9, 1992, pp. 187-212.
55. Maria Consilia BUZZELLI SERAFINI, « La reazione del 1799 a Roma : i processi della Giunta di Stato », dans *Archivio della Società romana di storia patria*, t. 92, 1969, pp. 137-211.
56. Vol. 23, f° 391 : copie d'une lettre de la *Giunta di Stato* à Mgr Falzacappa (14 décembre 1799) ; f° 395 : *id.* (13 décembre 1799) ; f° 397 : *id.* (5 décembre 1799) ; f° 401 : *id.* (12 décembre 1799) ; f° 403 : *id.* (2 décembre 1799) ; f° 405 : *id.* (1er décembre 1799). Notice sur Mgr Giovanni Francesco Falzacappa (1767-1840), dans Philippe BOUTRY, *op. cit.*, pp. 376-378.
57. Vol. 23, ff° 399-400 : mémoire pour l'abbé Hyacinthe Olivier (s.d., novembre-décembre 1799).
58. THEINER, *op. cit.*, vol. 2, p. 424. Dès avant son émigration, il se faisait le héraut de l'autorité pontificale : ASV, *Segr. Stato, Emigrati Riv. Francese*, carton 51 : lettres de l'abbé Tournafort au cardinal Zelada et à Pie VI (juin 1792)
59. Vol. 23, f° 392 : certificat du sacristain de la basilique des saints apôtres (21 décembre 1799) ; f° 393 : certificat du docteur Pietro Orlandi (8 décembre 1799).
60. Archives nationales, F19 226*, « État de situation des diocèses (an XI) », feuillet à part dans le registre : « Compliment prononcé le 19 octobre 1802 dans la chapelle de Monseigneur le cardinal Caprara, légat *a latere* en France, par l'abbé Tournafort, arrivé de Rome, en remettant à Monseigneur l'archevêque de Lyon le *pallium* que le souverain pontife l'a chargé de porter à ce prélat par une mission spéciale ».

61. Vol. 23, f° 681 : lettre de l'abbé d'Hesmivy d'Auribeau à Mgr Cattaneo (3 décembre 1802).
62. Vol. 23, f° 752 : lettre de l'ancien évêque de Senez à Mgr Cattaneo (27 janvier 1803).
63. Jean-Clément MARTIN, *Contre-Révolution, Révolution et Nation en France (1789-1799)*, Paris, Seuil, coll. Points Histoire, 1998, 373 p.
64. PICHELOUP, *op. cit.*, p. 115.
65. Jacques GODECHOT, *La Grande Nation. L'expansion révolutionnaire de la France dans le monde de 1789 à 1799*, Paris, Aubier, 1983 (2e éd.), pp. 100-106. Voir également les pistes suggérées par Georges ANDREY, « Les "émigrés" français en Suisse (1789-1797) », dans André DABEZIES (dir.), *La Révolution française vue des deux côtés du Rhin*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1990, pp. 205-225.
66. Vol. 24, ff° 489-490 : lettre de l'abbé Lardier à Mgr Caleppi (30 janvier 1795).
67. Luis SIERRA NAVA, « L'émigration du clergé français en Espagne (1791-1800). État de la question et sources », dans *Actes du 94e Congrès des Sociétés savantes. Pau, 1969. Section d'histoire moderne et contemporaine. Tome 1. Les relations franco-hispaniques*, Paris, Bibliothèque nationale, 1971, pp. 219-242.
68. David HIGGS, « Portugal and the Emigrés », dans Kirsty CARPENTER et Philip MANSEL (dir.), *The French Emigrés in Europe and the Struggle against Revolution (1789-1814)*, Londres, Macmillan, 1999, pp. 83-100. Le contexte est différent dans les pays protestants. En Prusse, par exemple, c'est l'ensemble du clergé français émigré qui est suspecté non pas d'hétérodoxie, mais d'être le propagateur du « papisme » (Thomas HÖPEL, « French Emigrés in Prussia », dans *ibid.*, pp. 101-107). Quant au Royaume-Uni, il ne semble pas avoir accueilli de prêtres constitutionnels ou, du moins, ne leur a-t-il pas réservé un accueil particulier (Dominic Aidan BELLENGER, « "Fearless resting place" : the Exiled French Clergy in Great Britain, 1789-1815 », dans *ibid.*, pp. 214-229).
69. Georges ANDREY, *Les émigrés français dans le canton de Fribourg 1789-1815. Effectifs, activités, portraits*, Neuchâtel, La Baconnière, 1972, pp. 327-328. Cette mesure est purement spirituelle, car en matière politique, les réfractaires sont loin d'être tous d'ardents contre-révolutionnaires. En 1795, un agent anglais signale que la plupart des curés français réfugiés dans le canton de Fribourg ne font preuve d'aucune hostilité particulière à l'égard la République. Pressés de rentrer en France à la moindre accalmie, ils ne se soucient absolument pas du régime politique en place, affichant même pour certains leurs opinions « démocrates » (*ibid.*, p. 215).

RÉSUMÉS

À partir de 1792, plusieurs prêtres constitutionnels, fonctionnaires publics, ont décidé de quitter la France pour se réfugier à l'étranger, notamment dans l'État pontifical. Cet exil a d'abord été motivé par le découragement de certains ecclésiastiques face à la radicalisation de la division religieuse en France, puis par l'engagement d'une partie du clergé constitutionnel dans la révolte fédéraliste de 1793, notamment à Lyon et à Toulon. Si ce phénomène est resté quantitativement négligeable, il a néanmoins obligé le Saint-Siège à mettre en place une procédure d'accueil pour ces ecclésiastiques « déviants » qui devaient rétracter leur serment avant de pouvoir pénétrer

dans l'État pontifical. Malgré cette rétractation, les anciens constitutionnels restaient étroitement surveillés par leurs confrères exilés et par les autorités locales, obsédées par la contagion « janséniste ». Parfois ces mesures d'isolement étaient justifiées, car certains ex-jureurs n'avaient pas entièrement renoncé à leur engagement révolutionnaire. Mais ce climat de suspicion finit par s'étendre à l'ensemble du clergé français, surtout après l'entrée des troupes de la République dans la péninsule italienne. Cette étude contribue à nuancer l'image d'un clergé émigré unanimement contre-révolutionnaire et souligne, à la suite de Jacques Godechot, le rôle des prêtres exilés, qu'ils soient réfractaires ou constitutionnels, dans l'expansion des idées révolutionnaires en Europe.

« Wolves dressed up as lambs ». The reception of the constitutional priests emigrating to the pontifical state (1792-1799). From 1792, several constitutional priests who were civil servants decided to leave France to take refuge abroad, more particularly in the pontifical state. This exile was first the result of the discouragement of some ecclesiastics facing the radicalization of the religious dissension. Then, it was motivated by the involvement of a part of the constitutional clergy in the federalist rebellion which took place in 1793 in Lyon and Toulon. Though this didn't concern a great deal of priests, the Holy See was obliged to establish a procedure for receiving these ecclesiastics who had to retract their oath before being accepted in the pontifical state. Despite this retraction, the other exiled priests and the local authorities, obsessed by the Jansenism contagion, kept a constant watch over the former constitutional priests. These isolation measures were sometimes justified, for some of them hadn't completely given up their revolutionary commitment. Finally this suspicious atmosphere spread in the whole French clergy, especially after the arrival of the Republican troops in the Italian peninsula. This survey contributes to qualify the image of a counter-revolutionary emigrated clergy and following Jacques Godechot's work, focuses on the part played by the exiled priests, either refractors or constitutional ones, in the spreading of the revolutionary ideas in Europe.

INDEX

Mots-clés : Contre-Révolution, émigration, clergé constitutionnel, clergé émigré, Saint-Siège, État pontifical

AUTEUR

PAUL CHOPELIN

RESEA - Institut d'histoire du Christianisme, Université Jean Moulin Lyon 3, 18 rue Chevreul, 69362 LYON CEDEX 07